



DÉCLARATION DE S.E. M. GEORGES REBELO PINTO CHIKOTI, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE L'ORGANISATION DES ÉTATS D'AFRIQUE, DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE (OEACP), À L'OCCASION DU SOMMET DES NATIONS UNIES SUR LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES QUI S'EST DÉROULÉ VIRTUELLEMENT LE 23 SEPTEMBRE 2021

Le Secrétaire général de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) exprime ses chaleureuses félicitations au Secrétaire général des Nations Unies pour l'organisation fort opportune de ce premier Sommet, qui met en lumière la problématique de l'alimentation et la nutrition, ainsi que la nécessité urgente d'une refonte fondamentale des systèmes alimentaires afin d'atteindre les nombreux objectifs de développement durable (ODD).

En tant qu'organisation internationale regroupant 79 États d'Afrique subsaharienne, des Caraïbes, et du continent bleu du Pacifique, l'OEACP est amenée à faire la présente déclaration en appui à l'appel mettant l'accent sur la nécessité urgente de repenser, de remettre à plat et de transformer l'ensemble des systèmes alimentaires. Nous devons nous atteler à cette tâche si nous voulons atteindre les nombreux ODD au bénéfice de la planète et de tous les peuples, et contribuer ainsi à la prospérité, à la paix et à l'instauration de partenariats véritables et durables.

Dans de nombreuses régions de l'OEACP, l'insuffisance de la production est encore aujourd'hui la principale cause de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle. La malnutrition est une préoccupation majeure pour beaucoup de personnes. Ainsi, en Afrique, des millions de personnes souffrent aujourd'hui de la faim, et beaucoup d'entre elles en meurent, et ce en dépit du niveau élevé des pertes et gaspillages alimentaires post-récolte à travers le monde. Dans les petits États insulaires en développement (PEID) de l'OEACP, 56 % des adultes souffrent d'obésité. Huit des États de la région Pacifique de l'OEACP figurent parmi les dix pays du monde où l'obésité est la plus répandue, et la malnutrition est l'un des principaux facteurs de risque pour les maladies non transmissibles (MNT).

Le plus préoccupant, c'est que la production alimentaire et les changements dans l'utilisation des terres qui y sont associés contribuent dans une large mesure aux crises omniprésentes liées au climat et à la perte de biodiversité. Nous sommes conscients des pressions que les systèmes de production alimentaire font peser sur les ressources et les systèmes naturels, avec pour conséquences une dégradation des terres, la pollution, la déforestation et, dans le cas de « l'alimentation bleue », la surpêche. Par ailleurs, les dommages environnementaux et les phénomènes climatiques extrêmes continuent de perturber les systèmes de production

alimentaire, exacerbent les tensions dans nos sociétés, et alimentent les conflits communautaires et l'instabilité politique.

En prélude au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, l'OEACP a engagé un dialogue de haut niveau pour explorer les voies et moyens d'accroître l'accès à une alimentation verte et bleue sûre et nutritive pour ses 79 États membres et ses six régions, tout en renforçant leur résilience face aux vulnérabilités et aux chocs.

En outre, la 112^e session du Conseil des ministres de l'OEACP, tenue les 7 et 8 juillet 2021, a adopté une décision dans laquelle les ministres s'engagent spécifiquement en faveur d'une transformation des systèmes alimentaires de l'OEACP (Décision 7/CXII/21), ainsi qu'une résolution sur le changement climatique (Résolution n° 1/CXII/21) et une autre sur la biodiversité (Résolution n° 2/CXII/21), dans la perspective de la COP26 et de la COP15, respectivement.

Le caractère interdépendant et transversal des thèmes et questions susmentionnés est évident, et il convient de s'y pencher dès maintenant et aussi à l'avenir, dans la mesure où la transformation des systèmes alimentaires doit se faire à la fois sur la terre et dans l'eau.

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires offre une occasion de repenser et de recentrer les pouvoirs et le contrôle des systèmes alimentaires qui, à l'heure actuelle, sont concentrés et déséquilibrés. Ce réexamen et ce rééquilibrage sont nécessaires pour faciliter l'accès à une alimentation nutritive pour tous, en particulier pour les nombreuses populations victimes de la faim et de la malnutrition sous toutes ses formes.

C'est pour cette raison que l'OEACP appelle à élargir l'accès à l'appui au renforcement des capacités pour les pays en développement afin de mieux répondre à leurs besoins en ressources humaines et en compétences, et à instaurer un environnement propice à la transformation de nos systèmes alimentaires.

Compte tenu des liens inextricables entre les systèmes alimentaires, d'une part, et l'intégrité et le bien-être de l'environnement, d'autre part, le Sommet sera l'occasion de catalyser les changements fondamentaux requis pour garantir des systèmes alimentaires adaptables, durables, répondant à nos besoins alimentaires, préservant la biodiversité, et résistant à des chocs comme le changement climatique. Les résultats du Sommet doivent dès lors permettre des actions accélérées de promotion de pratiques de gestion durables telles que l'agroécologie, l'agriculture régénératrice, et d'autres approches écosystémiques.

En cette période où les maladies non transmissibles et la crise de la malnutrition font rage, ce Sommet doit également se pencher sur le problème très répandu de la mauvaise alimentation, de sorte que la transformation des systèmes alimentaires aille de pair avec une amélioration de la santé et du bien-être des populations. L'OEACP insiste sur l'importance de la promotion des régimes alimentaires locaux et de politiques fiscales ciblées, qui sont indispensables pour transformer les systèmes alimentaires et mettre fin à la consommation d'aliments et de boissons mauvais pour la santé. Par ailleurs, une approche combinant une meilleure gouvernance de

l'alimentation et de la nutrition, des programmes de santé et d'éducation, et des mesures incitatives sera nécessaire pour accompagner la transition vers une alimentation durable et saine.

Le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires doit également apporter des solutions aux fréquents risques de catastrophes et autres aléas qui affectent de manière disproportionnée les pays les plus vulnérables et les plus pauvres. Ces pays souffrent énormément des impacts du changement climatique, des phénomènes climatiques extrêmes, et des risques de catastrophe naturelle.

L'OEACP réaffirme la nécessité de partenariats mondiaux véritables et durables. Ceux-ci en effet sont nécessaires pour mettre en place des systèmes alimentaires inclusifs et résilients, et doivent se fonder sur des approches prenant en compte les facteurs contribuant à la fragilité des systèmes alimentaires verts et bleus dans les pays de l'OEACP, y compris, mais pas uniquement, le changement climatique et la variabilité du climat, les pandémies et épidémies émergentes, et les maladies récurrentes.

En nous engageant à transformer nos systèmes alimentaires, nous serons en mesure de relever certains des défis les plus urgents de notre époque. La promotion d'actions coordonnées à tous les niveaux permettra de faire en sorte que la transformation des systèmes alimentaires devienne un aspect fondamental de nos programmes nationaux de développement durable. Pour cela, les gouvernements, la société civile, le secteur privé et les communautés devront tous être des acteurs du changement. Cela est nécessaire pour le bien de nos populations et pour notre avenir.

###

S.E. M. Georges Rebelo Pinto Chikoti

Secrétaire Général

L'Organisation Des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP)